

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 201/05

ASA 35/005/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITIONS » / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

PHILIPPINES

Armando Barquillo (h), 40 ans

Lirio de Castro (h), chauffeur de cyclopusse, 21 ans

Londres, le 2 août 2005

Armando Barquillo, militant de gauche, et son associé, Lirio de Castro, ont été enlevés le 26 juillet par des hommes appartenant manifestement aux services de renseignements de l'armée. On pense qu'ils ont « disparu » et que leurs vies sont gravement menacées.

Armando Barquillo est le président par intérim d'une section locale d'*Anakpawis*, un parti de gauche légal. Il avait quitté son domicile, situé à Tansa (province de Cavite), le 26 juillet à 8 heures du matin. Avec Lirio de Castro, chauffeur de cyclopusse, il allait rendre visite à une connaissance sur un marché de Cavite.

Selon des témoins oculaires, entre 9 et 11 heures, Armando Barquillo et Lirio de Castro, qui étaient assis dans un restaurant du marché, ont été approchés par huit hommes, peut-être plus, armés et solidement constitués. Certains auraient attrapé les deux hommes par derrière, leur auraient attaché les mains et asséné des coups de pistolet sur la tête. Pendant qu'ils les traînaient jusqu'à leur véhicule, un 4x4 Mitsubishi Pajero de couleur rouge, les autres maintenaient les témoins à distance sous la menace de leurs armes.

Le 24 juillet, soit deux jours avant d'être enlevé, Armando Barquillo avait raconté à sa famille que Lirio de Castro et lui-même avaient été suivis par un Pajero de couleur rouge. Le véhicule avait apparemment heurté la moto de Lirio de Castro sur le côté pour la faire sortir de la route, puis s'était enfui à toute vitesse. Les deux hommes s'en étaient tirés avec des coupures et des contusions.

Le groupe de défense des droits humains *Alliance for the Advancement of People's Rights* (KARAPATAN, Alliance pour la promotion des droits du peuple) a effectué des recherches afin de retrouver la trace d'Armando Barquillo et de Lirio de Castro, mais en vain. Il y a d'autant plus lieu de craindre qu'ils ne soient détenus au secret, une situation qui les exposerait particulièrement au risque d'être torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sous le régime du président Marcos, renversé en 1986, les « disparitions » de militants de gauche étaient monnaie courante. Elles n'ont pas cessé avec l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, mais dès le début des années 1990, leur nombre a diminué. Des témoignages font néanmoins régulièrement état de « disparitions » et d'autres violations des droits humains, notamment d'exécutions extrajudiciaires et d'actes de torture, commises dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées par le gouvernement contre la *New People's Army* (NPA, Nouvelle Armée du peuple), la branche armée du *Communist Party of the Philippines* (CPP, Parti communiste des Philippines), une organisation légale. La NPA est en lutte contre le gouvernement philippin depuis les années 1970.

Les militants associatifs, les prêtres et les assistants paroissiaux, les avocats ainsi que les journalistes sont exposés à des violations des droits humains, au même titre que les membres présumés de la NPA, de même que les membres de partis de gauche – notamment *Anakpawis* et *Bayan Muna* (Le peuple d'abord) –, que les autorités considèrent comme des sympathisants communistes.

En 2005, selon les informations recueillies, le nombre de sympathisants du CPP-NPA tués ou agressés a fortement augmenté. Depuis le début de l'année, on aurait recensé au moins 20 exécutions extrajudiciaires de militants perçus comme proches de groupes progressistes de gauche. Les autorités ne mènent jamais d'investigations efficaces, rapides et impartiales sur ces crimes, pas plus qu'elles ne traduisent les responsables présumés en justice. Elles contribuent ainsi à créer un climat d'impunité aux Philippines.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité d'Armando Barquillo et de Lirio de Castro, qui auraient été enlevés le 26 juillet à Cavite par des hommes appartenant manifestement aux services de renseignements de l'armée ;

– exhortez les autorités à établir sans délai le lieu de détention de ces deux hommes et à garantir leur sécurité ;

– s'il s'avère qu'ils sont détenus par les autorités, appelez les pouvoirs publics à veiller à ce qu'Armando Barquillo et Lirio de Castro soient traités avec humanité, bénéficient des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin, reçoivent la visite de leurs proches et consultent l'avocat de leur choix ;

– efforcez-vous d'obtenir la garantie, si ces hommes sont en détention, qu'ils ne seront pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements et qu'ils seront libérés dans les meilleurs délais, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi ;

– engagez les autorités à indiquer clairement à tous les membres des forces armées que les violations des droits humains, notamment les « disparitions », ne seront tolérées en aucune circonstance et que les responsables présumés de tels agissements seront déférés à la justice.

APPELS À :

Présidente de la République :

President Gloria Macapagal-Arroyo
Malacañang Palace Compound
J. P. Laurel St
San Miguel, Manila
Philippines

Fax : +63 2 735 6192 / 736 1010

Courriers électroniques : corres@op.gov.ph,
opnet@ops.gov.ph

Formule d'appel : *Dear President Macapagal-Arroyo, / Madame la Présidente,*

Ministre de la Défense nationale :

Secretary Avelino Cruz Jr.
Secretary of National Defence
Department of National Defense
3rd Floor, DND Building
Camp Aguinaldo
EDSA, Quezon City
Metro Manila, Philippines

Fax : +63 2 911 6213

Formule d'appel : *Dear Secretary Cruz, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Présidente de la Commission philippine des droits humains :

Hon. Purificacion Valera-Quisumbing
Chairperson, Commission on Human Rights
SAAC Bldg., Commonwealth Ave., UP Complex
Diliman, Quezon City
Philippines

Fax : +63 2 929 0102

Courriers électroniques : drpvq@chr.gov.ph

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 13 SEPTEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*